

L'hon. Arthur Laing (ministre du Nord canadien et des Ressources nationales): Je suis persuadé que le premier ministre peut répondre lui-même en ce qui le concerne, mais quant à moi, je n'ai jamais promis de commission d'enquête. J'ai dit—et je pense que le premier ministre l'a confirmé—que les résidents de Jasper et de Banff auraient l'occasion de faire valoir leurs points de vue avant la présentation de toute mesure législative à cet égard.

M. Horner (Jasper-Edson): Quand auront-ils cette occasion?

L'hon. M. Laing: Lorsque la Chambre aura fait progresser ses travaux et que nous en arriverons aux mesures législatives.

LA CONSTRUCTION NAVALE

LA COLOMBIE-BRITANNIQUE—L'APPLICATION DE LA SUBVENTION AUX TRANSBORDEURS PROVINCIAUX

A l'appel de l'ordre du jour.

M. T. S. Barnett (Comox-Alberni): Je voudrais poser au ministre des Transports une question découlant de l'exclusion des navires de la Colombie-Britannique des subventions à la construction navale. Étant donné que l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique, appuyée énergiquement, sauf erreur, par le leader des libéraux, a adopté à l'unanimité une motion demandant la révocation de cette décision, je voudrais savoir si l'attitude du ministre s'est durcie ou adoucie par suite de cette initiative.

L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, j'ai le cœur sensible, comme toujours.

M. Barnett: Puis-je alors savoir quand le ministre fera preuve d'assez de sens pratique pour juger équitablement de cette question?

L'hon. M. Pickersgill: J'espère qu'on envisagera équitablement la question sous peu.

L'INDUSTRIE

LA SOCIÉTÉ STUDEBAKER—FERMETURE DE L'USINE SANS CONSULTATION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. John Gilbert (Broadview): Ma question s'adresse au ministre du Commerce. Vu les graves problèmes économiques et ouvriers surgis de l'annonce faite du jour au lendemain par la société Studebaker, sans consultation préalable avec aucun échelon du gouvernement, qu'elle cessait la fabrication de ses automobiles...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député ne devrait pas poser sa question sous une telle forme. Son préambule actuel n'est pas conforme au Règlement.

M. Gilbert: Alors, je poserai la question. Le ministre étudierait-il la possibilité d'ajouter une directive à son code d'éthique en 12 points pour les filiales canadiennes, directive qui pourrait être énoncée comme suit: «Donner un préavis d'au moins trois mois à tous les paliers de gouvernement...»

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Cette question ne peut être acceptée.

LES TRANSPORTS

DEUXIÈME SERVICE DE TRANSBORDEURS ENTRE LA NOUVELLE-ANGLETERRE ET LA NOUVELLE-ÉCOSSE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. J. O. Bower (Shelburne-Yarmouth-Clare): J'aimerais savoir du ministre des Transports s'il a reçu le rapport Margeson sur un second service de transbordeurs reliant la Nouvelle-Angleterre et la Nouvelle-Écosse? Si oui, quelle mesure se propose-t-il d'adopter pour fournir un service plus étendu?

L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports): C'est une question à laquelle je ne pourrais donner de réponse satisfaisante à l'appel de l'ordre du jour.

M. MacEwan: Ni à aucun autre moment.

LE SERVICE DE TRANSBORDEURS ENTRE LE NOUVEAU-BRUNSWICK ET L'ÎLE DU PRINCE-ÉDOUARD—LA MAJORATION POSSIBLE DES TARIFS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. David MacDonald (Prince): Ma question s'adresse au ministre des Transports. Le ministre pourrait-il nous dire si, comme je le crois, le National-Canadien augmentera les tarifs de son service de transbordeur entre le Nouveau-Brunswick et l'île du Prince-Édouard?

M. l'Orateur: A l'ordre. La question devrait être inscrite au *Feuilleton*.

LES ANCIENS COMBATTANTS

INTERPELLATION RELATIVE AU RAPPORT DE LA COMMISSION DES PENSIONS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. John Loney (Bruce): Je voudrais poser une question au ministre des Affaires des anciens combattants. A-t-il pris note de la question que j'ai posée le 31 mars concernant une enquête sur les méthodes et l'organisa-